

Chronologie de la question régionale normande (1911 – 2015) d'après l'étude de Thomas Procureur « le blocage normand » (*mémoire de master présenté à l'IUP de Rennes en 2008*)

Hommage à Gustave Héon (1910 -1981)

Introduction : Unité normande, malgré tout...

Avant 1789 : la province de Normandie continentale, française depuis 1204 a été divisée en 7 diocèses (Rouen ; Evreux ; Lisieux ; Bayeux ; Coutances ; Avranches ; Sées) puis en 3 généralités (1552 : Caen, Rouen, 1636 : Alençon)

Les termes de « basse » ou de « haute » Normandie apparaissent aux XVII et XVIIIe siècles pour décrire la géographie normande (la « basse » : du Cotentin à la Dives ; la « haute » : du Pays d'Auge à la Bresle). Ils n'ont jamais correspondu au ressort territorial d'une institution : du moins, pas avant... 1972 !

1791 : Cinq départements sont créés en respectant les limites de l'ancienne province de Normandie, plus un morceau du Perche (Calvados ; Seine Inférieure, Orne, Manche ; Eure)

Prémices de division normande :

1911 : Fêtes grandioses du millénaire de la Normandie à Rouen et à Caen.

25 août 1917 : Circulaire du ministre du commerce Clémentel pour créer les ancêtres des CCI régionales dans le cadre de l'effort national de guerre.

1919 : Tentative de ne faire qu'une chambre de commerce régionale normande repoussée par le baron des Retours président du Conseil Général de l'Orne qui préfère « *deux petites Normandie bien attelées ensemble* ».

1937 : Pour l'exposition universelle, création d'un « centre régional normand » commun pour défendre les intérêts économiques de la Normandie. Cette initiative n'aura pas de suite...

14 juin 1938 : Les régions économiques Clémentel (les régions « 3 » et « 4 » en ce qui concerne la Normandie) sont transformées en établissements publics.

1940- 1944 : Guerre, bombardements et occupation allemande : Le régime de Vichy instaure un préfet de région à Rouen mais l'organisation Todt allemande sépare la « basse » de la « haute ».

1944- 1946 : Le gouvernement provisoire de la République française nomme un commissaire de la République à Rouen pour les cinq départements normands.

1955 : La Seine Inférieure devient la Seine Maritime.

28 novembre 1956 : Création des 23 régions Programmes d'Action Régionale pour répartir l'effort de Reconstruction. Pierre Rondet, haut fonctionnaire du M.R.U. est chargé de découper 23 régions.

Il reprend le découpage Clémentel pour la Normandie : deux régions sont créées, celle coordonnée par le préfet de Caen (Calvados, Orne et Manche) et celle coordonnée par le préfet de Rouen (Seine Maritime et Eure) : ce dernier reçoit en outre la mission de travailler avec l'Etablissement public régional de la Basse Seine qui a déjà pour but de développer Paris sur la Seine.

On est donc très loin des objectifs d'un Comité d'Etudes et de Liaison des Intérêts Bretons... **7 janvier 1959** : Création d'une conférence interdépartementale pour chaque région programme : une à Caen et une à Rouen. Les deux préfets sont chargés de répartir les crédits de la Reconstruction dans une

Normandie particulièrement sinistrée lors de la Libération

2 juin 1960 : Serge ANTOINE découpe 21 circonscriptions d'action régionale et reprend pour la Normandie le découpage antérieur. (Le 15 mars 2004 dans l'Express, Serge Antoine avait confié qu'il avait fait là une erreur historique : « *si c'était à refaire je ne ferais qu'une seule Normandie* »)

14 mars 1964 : Installation des préfets d'action régionale, ancêtres des actuels préfets de région. Les préfets de Caen et de Rouen porteront désormais cette double casquette avec de lourdes conséquences...

Les préfets sont assistés d'une Commission du Développement Economique Régional composée notamment de 25% d'élus envoyés par les Conseils Généraux.

1965 : Projet d'un Schéma de Développement et d'Aménagement Urbain de la « Basse Seine » prévoyant l'extension de la métropole parisienne vers la Normandie et la mer. Projet vigoureusement repoussé par le préfet de la Seine-Maritime.

27 avril 1969 : Echec du référendum sur la régionalisation qui prévoyait la transformation des CODER en Conseils Régionaux composés pour 60% d'élus (députés ; Conseillers généraux et municipaux) et par 40% d'acteurs de la « société civile » (patronat, syndicats, associations). A l'occasion du débat public sur le référendum apparaissent les premières contestations et critiques sur les conséquences territoriales pour la Normandie :

Risque de perpétuer la division administrative si l'on passe d'un pilotage économique régional à un pilotage politique régional (en clair : offrir deux nouveaux fromages aux professionnels d'eux-mêmes...)

22 octobre 1968 : Le député UNR de la Manche Pierre GODEFROY crée l'Union pour la Région Normande afin de combattre le risque de la division

26 novembre 1968 : Les comités d'études économiques et de prospective, le CEBANOR (basse Normandie) et le CEBS (haute Normandie) présentent le premier rapport sur les scénarios d'une fusion des deux circonscriptions d'action régionale normandes. Le rapport envisage aussi une fusion avec le Maine. La CODER de Basse Normandie est sollicitée pour donner son avis sur ce rapport : sans suite !

Les élections présidentielles suite à la démission du Général de Gaulle renvoie le dossier normand à de meilleurs jours : on verra que cela deviendra une mauvaise habitude...

NAISSANCE du SERPENT de MER de la REUNIFICATION NORMANDE

1969 : Didier Patte jusque là membre de l'Union pour la Région Normande de Pierre Godefroy crée le Mouvement Normand. Objectif : présenter des candidats aux élections et lutter pour obtenir la réunification.

18 avril 1970 : Plaidoyer de Jean Mazé dans le journal « le Monde » pour l'unité normande puisque la mission d'étude « Basse Seine » est élargie aux cinq départements (ancêtre de l'actuel Etablissement Public Foncier de Normandie)

21 avril 1970 : Premier sondage sur la « Réunification » publié dans le journal « le Figaro ». 71,7% des personnes interrogées favorables à une seule « grande région » (66,1% en Basse Normandie et 75,5% en Haute Normandie). Mais la querelle entre Caen et Rouen pour le choix de la capitale pollue déjà la question. Certains alors proposent Le Havre ou de construire une « Brasilia normande »... Dans le même journal, Bertrand du Pouget défend la nécessité d'avoir de grandes régions pour faire de la vraie décentralisation...

5 juillet 1972 : Les circonscriptions d'aménagement régional sont transformées en Etablissements Publics Régionaux dénommés sous le terme de « Régions » avec pour seule compétence, le développement économique. On reprend, sans imagination, le découpage précédent.

23 octobre 1972 : Le Conseil Général de l'Eure vote à l'unanimité une motion demandant le rattachement à la Basse-Normandie s'il n'est pas possible de faire une région normande unique.

24 octobre 1972 : Gustave Héon, sénateur maire de Bernay et Président du Conseil Général de l'Eure, s'oppose à la création de la « région » Haute-Normandie : il dépose au Sénat un amendement au projet de loi permettant de modifier les limites des futures régions. Les élus de l'Eure craignent d'être marginalisés face à la puissante Seine-Maritime et face à Rouen. Lucien Sfez analyse : « *Décentraliser c'est recentraliser au profit des capitales régionales* ».

Décembre 1972 : Jean-François Gravier, dans la revue « La vie française », propose déjà une capitale normande en réseau avec Caen, Rouen, Le Havre.

Hiver 72/73 : Réunions entre les Conseils Généraux normands (sauf la Seine-Maritime) qui obligent le gouvernement à retarder l'application de la loi sur les Etablissements Publics Régionaux au 1^{er} juin 1973.

27 mars 1973 : Le Calvados soutient l'Eure et l'idée d'une région normande unique à condition que Caen soit le siège de la préfecture et Rouen le siège du Conseil Régional. La Manche se joint au Calvados pour défendre une seule région normande mais à la condition expresse que la capitale régionale soit vraiment à Caen.

28 mars 1973 : Le journal « Paris Normandie » titre : « On n'aurait jamais dû séparer les deux Normandie ».

16 mai 1973 : Le Conseil Général de l'Orne veut bien d'une région normande mais sans la Seine-Maritime !

3 juillet 1973 : Réunion au Sénat à Paris autour d'Olivier Stirn, secrétaire d'état chargé de relations avec le parlement, avec les 5 présidents des Conseils Généraux normands, le sénateur maire de Caen, Jean-Marie Girault, et le député-maire de Rouen, Jean Lecanuet : comme l'Orne et la Manche campent sur leurs positions, la réunion est un échec.

6 juillet 1973 : La querelle normande bloque la mise en place des Etablissements Publics Régionaux (EPR) : le gouvernement propose d'organiser une coopération interrégionale pour débloquer le dossier normand.

18 juillet 1973 : La Seine Maritime réagit à sa mise à l'écart en affirmant, elle - aussi, qu'elle est favorable à une seule région normande, qu'elle accepte d'en être le premier contributeur mais souhaite le maintien de sa future préfecture de région à Rouen.

Fin juillet 1973 : Jean Lecanuet rencontre le premier ministre Pierre Messmer et évoque de répartir les rôles entre Caen et Rouen tout en précisant que le préfet doit rester à Rouen.

Début août 1973 : « Ouest-France » publie la lettre de Gustave Héon à Georges Pompidou (Président de la République) dans laquelle il affirme que l'Eure disparaîtra dans une région haut-normande. Il réaffirme l'exigence d'une seule région normande. L'Elysée répond en

accordant un délai exceptionnel aux Normands pour qu'ils s'accordent enfin sur les limites de leurs Etablissements Publics Régionaux même après le 1^{er} octobre 1973.

5 septembre 1973 : Le gouvernement signe néanmoins le décret qui crée l'EPR (*Etablissements Publics Régionaux*) de Haute-Normandie : les élus de l'Eure sont furieux.

1^{er} novembre 1973 : Recours du Conseil Général de l'Eure devant le Conseil d'Etat.

14 janvier 1974 : La première séance du Conseil Régional de Haute-Normandie ne peut se tenir : les élus de l'Eure refusent de siéger sauf Claude Michel, le député socialiste. En solidarité avec les élus de l'Eure, les élus de la majorité présidentielle refusent, à leur tour, de siéger pour mettre aussi en difficulté le nouveau président de la nouvelle assemblée, le centriste Jean Lecanuet. Quant au Conseil Régional de Basse-Normandie présidé par Jozeau Marigné (président du Conseil Général de la Manche et farouchement opposé à la région normande unique) la situation est « normale »...

23 janvier 1974 : Alain Peyrefitte, ministre de la réforme administrative, agacé par la querelle normande fait pression sur le Conseil Général de l'Orne pour qu'il accepte le principe d'un seul EPR normand.

5 février 1974 : Le ministre Peyrefitte crée une commission spéciale pour débloquer la situation normande, avec les présidents des deux nouveaux Conseils Régionaux, les cinq présidents des Conseils Généraux et le Maire de Caen. Seul point d'accord : commander un rapport sur les avantages et les inconvénients d'une fusion régionale normande avant le 15 octobre 1974.

Le décès de Georges Pompidou renvoie comme d'habitude la résolution de la question normande à des jours meilleurs.

Gustave Héon néanmoins espère que les quatre ministres normands du nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, pourront contribuer à débloquer enfin la situation ! A la présidence du Conseil Régional de Haute Normandie André Bettencourt succède à Jean Lecanuet devenu ministre Garde des Sceaux, ce qui n'empêche pas les élus de l'Eure de continuer leur grève du siège.

22 novembre 1974 : Décret exceptionnel de bonne volonté du gouvernement qui autorise les deux EPR normands à expérimenter une conférence interrégionale.

2 juin 1975 : Réunion à Honfleur de la commission d'étude sur la région normande unique. La position inflexible du président Jozeau Marigné sur la question de la capitale entraîne un blocage complet. Jean Lecanuet propose d'expérimenter des coopérations entre les deux Conseils Régionaux avant d'envisager leur fusion. Gustave Héon, en colère au sortir de cette réunion déclare : « *On ne fait pas la région pour telle ou telle ville, on la fait pour ses habitants. Je n'arrêterai mon combat que lorsque la fusion normande sera réglée* »

13 juin 1975 : Le journal Le Monde publie : « L'Eure propose un référendum sur la réunification de la Normandie pour 1977 (idée du sénateur Jean de Broglie). André Bettencourt tente de reprendre contact avec Gustave Héon car la situation est toujours bloquée au Conseil Régional de Haute-Normandie. Jean-Marie Girault, le sénateur maire de Caen, sert alors de médiateur : une commission paritaire est créée pour renouer le dialogue entre les Conseils Généraux de L'Eure et de la Seine Maritime et le Conseil Régional de Haute-Normandie.

En cette fin d'année 1975, pas moins de dix assemblées ou commissions se chargent de l'avenir de la Normandie ! (les 5 Conseils Généraux, les 2 Conseils Régionaux, la commission interrégionale normande, la commission paritaire de réconciliation entre hauts-normands et la commission d'étude de la fusion régionale normande).

Juin 1976 : le Conseil Régional de Haute-Normandie est toujours bloqué ; néanmoins la première conférence interrégionale normande se réunit à Caen avec les deux conseils économiques et sociaux régionaux normands. En raison de la situation en Haute-Normandie les travaux avancent très lentement (2^{ème} réunion en 1978 à Rouen et 3^{ème} réunion en février 1980 à Caen).

Janvier 1978 : Le Docteur German, maire de Falaise, prend la présidence du Conseil Régional de Basse-Normandie : il reprend le combat de Gustave Héon pour une seule région normande.

27 novembre 1979 : Dans un tribune publiée dans le journal Paris-Normandie, le Dr German propose une méthode pour débloquent la question normande : développer des coopérations entre les deux Conseils Régionaux en vue de préparer leur fusion.

Février 1980 : La 3^{ème} conférence interrégionale normande réunie à Caen accepte la méthode « German » ; on institue le principe d'une grande réunion annuelle des 4 assemblées régionales normandes (les 2 Conseils Régionaux et les 2 Conseils Economiques Sociaux et Régionaux) avec 6 comités thématiques (Estuaire de la Seine, Ports et infrastructures, développement économique, formation et recherche, culture, tourisme).

13 février 1980 : Le journal Le Monde sceptique, publie un article : « Les lents chemins de la réunification normande ».

25 mai 1981 : François Mitterrand devient le premier président de gauche de la 5^{ème} république ; en tant que président du Conseil Régional de Basse-Normandie, le Dr German est invité à l'Elysée avec les autres présidents régionaux. A cette occasion, le Dr German obtient l'assurance que le nouveau premier ministre (Pierre Mauroy) voit d'un œil favorable la réunification.

Juillet 1981 : Laurent Fabius prend la présidence du Conseil Régional de Haute-Normandie et la garde jusqu'en 1982.

2 mars 1982 : Loi Deferre sur la décentralisation ; les EPR deviennent des Conseils Régionaux de plein exercice c'est-à-dire des collectivités territoriales à part entière : le Préfet de région cède ses compétences au nouveau Conseil Régional dont les conseillers seront élus au suffrage universel direct sur une base départementale et non pas cantonale (pour neutraliser le Sénat qui reste à droite).

31 janvier 1985 : Antoine Rufenacht (vice-président du Conseil Général de Seine-Maritime) réunit un colloque au Havre sur le thème : « La Normandie : un enjeu national ». A. Rufenacht s'intéresse à la réunification de la Normandie depuis 1974 (*il est l'auteur d'un livre blanc « Etats des lieux en Normandie pour la fusion »*). Michel d'Ornano, le président du Conseil Régional de Basse-Normandie, frileux sur la question, fait une brève apparition à ce colloque, laissant Jean Lecanuet défendre avec fougue la réunification de la Normandie ...et Rouen. (M.d'Ornano avait précisé qu'il ne fallait léser ni Caen ni Rouen). Grâce à son association « Normandie-horizon 2000, Antoine Rufenacht espère qu'il pourra réconcilier les deux barons de la division normande (Lecanuet & d'Ornano).

7 février 1985 : Dans le journal Paris-Normandie, A. Rufenacht déclare : « *Le fruit est arrivé à maturité ce qui ne veut pas dire qu'il soit prêt à consommer* ». Apparemment la Normandie reste surtout une pomme de discorde : Jean-Marie Daillet, député UDF de la Manche, répond à Lecanuet et Rufenacht : « *Otez le Haut nous enlèverons le Bas* ».

8 février 1985 : D'après un sondage de Paris- Normandie : 46% des voix pour Laurent Fabius en cas d'élection au Conseil Régional de Haute Normandie. Laurent Fabius est député de Elbeuf Grand –Quevilly depuis 1978.

14 février 1985 : « Le Figaro » publie un article de Daniel Seguin appelant MM.Lecanuet et D'Ornano à se méfier de Laurent Fabius, premier Ministre, qui aurait la secrète intention de créer une « grande région normande à gauche » pour contrecarrer les conseils généraux qui demeurent à droite.

10 Juillet 1985 : Loi fixant le mode de scrutin pour les élections régionales : suffrage universel direct à la proportionnelle.

La droite réagit vivement : elle craint des triangulaires avec le Front National.

Didier Patte, président du Mouvement Normand, conseille alors à M. d'Ornano : « *L'arrivée au pouvoir de M. Laurent Fabius va faire apparaître de façon plus évidente encore cette opération de réunification comme une machine de guerre anti-gouvernementale, d'autant plus que M. Fabius n'a jamais montré un zèle déterminant en la matière* ».

Utiliser les enjeux électoraux ou politiques n'a jamais pu faire avancer la cause de la réunification normande.

Juin 1986 : premières élections des Conseils Régionaux au suffrage universel direct en un seul tour avec circonscriptions départementales et à la proportionnelle ; les élections régionales sont associées aux législatives : les enjeux nationaux évacuent la question locale de la fusion régionale normande. Les listes de droite emportent 20 Conseils Régionaux sur 22. En Basse Normandie, René Garrec est élu avec une majorité confortable UDF-PR. En Haute Normandie, Roger Fossé ne doit la présidence qu'au ralliement du FN alors que le Conseil Régional est de gauche.

Décembre 1987 : Lecanuet profite de la présence d'une même majorité dans les 2 Conseils Régionaux normands pour relancer la fusion à l'horizon 1992.

18 janvier 1988 : Dans « Paris Normandie » Francis Courel, conseiller général PS de l'Eure, commente ainsi le volontarisme de Jean Lecanuet et de la droite sur le sujet : « *que les pompiers de la réunification n'oublent pas qu'ils ont été les pyromanes de la coupure* ».

29 février 1988 : René Garrec et Roger Fossé se rencontrent. On parle de mettre le Conseil Régional à Caen et la préfecture à Rouen. Mais Jean-Marie Girault, maire de Caen, n'est pas d'accord pour le départ de la préfecture à Rouen. Roger Fossé, en difficulté au Conseil Régional de Haute Normandie, est plus volontariste que René Garrec sur la réunification qui veut d'abord développer les coopérations avant un éventuel mariage après les élections présidentielles 1988 : chanson connue !!

Mai 1988 : Réélection de François Mitterrand.

9 juin 1988 : Michel Rocard interrogé par Jean Lecanuet se déclare ouvert à des demandes de fusion de la part des régions et des départements. (Rappelons pour mémoire que Michel Rocard, à l'époque membre du PSU, fut l'auteur d'un opuscule intitulé « il faut décoloniser la Province » paru en 1966...)

12 juin 1988 : Jean Lecanuet présente son vœu au Conseil Général de la Seine Maritime pour une « réunification rapide » de la Normandie votée par tous sauf par les élus PS.

Novembre 1988 : Le Conseil Général de l'Eure adopte à l'unanimité le même vœu.

Mars 1990 : Le Conseil Général de l'Orne vote une motion demandant à son président Hubert d'Andigné de s'allier à l'Eure pour de nouvelles démarches en vue de la réunification car l'Orne comme l'Eure se sentent mal traités vis-à-vis du Calvados et de la Seine-Maritime qui ont des préfets de région.

Décembre 1990 : Faute d'avoir pu convaincre les Conseils Généraux du Calvados et de l'Orne, ainsi que R.Garrec, J.Lecanuet laisse tomber les assemblées d'élus et se tourne vers les maires des trois grandes villes normandes sur le conseil de J.M.Girault pour mettre en route la réunification. C'est la préfiguration de l'association « Normandie Métropole » imaginée par l'économiste Jean Levêque.

Juin 1992 : Elections régionales : R.Garrec est réélu président du Conseil Régional de Basse Normandie et A. Rufenacht devient le président du Conseil Régional de Haute Normandie, élu avec les voix du FN. Le Conseil Régional de Haute Normandie est majoritairement à gauche. A.Rufenacht propose la désignation d'un expert extérieur pour évaluer les avantages et les inconvénients d'une fusion régionale : sans suite !

Printemps 1993 : Inauguration de la 1^{ère} pierre du Pont de Normandie, symbole de l'unité normande mais les financements de cet ouvrage exceptionnel sont durs à trouver : Conseil Régional de Haute Normandie, Conseil Général de la Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados participent mais pas le Conseil Régional de Basse Normandie en raison du refus du CG de la Manche qui ne voit alors aucun intérêt au pont de Normandie.

Printemps 1993 : A cette occasion, est créé le Pôle Universitaire Normand (PUN), qui devient un GIP (*Groupement d'Intérêt Général*) en 2004 et qui sera supprimé en 2008. Création de l'association « Normandie Métropole » par MM. Girault, Duroméa et Lecanuet, respectivement maires de Caen, Le Havre et Rouen.

Juin 1993 : Elections législatives, la droite obtient la majorité au Parlement : Gouvernement Balladur, 2^{ème} cohabitation ; la question régionale normande reste au point mort...

Janvier 1995 : Ouverture du Pont de Normandie à la circulation : il devient le totem (sinon l'emblème) de la question régionale normande ; cependant la chaussée de l'A29 reste encore inachevée du côté bas-normand, les élus de droite du CG du Calvados craignent la déferlante des « bolchevicks » du Havre sur les plages du Calvados !

Mai 1995 : Elections présidentielles, Jacques Chirac est élu président de la République. Le Mouvement Normand lance alors une campagne pour relancer la question de la réunification. Des centaines de cartes postales illustrant J.Chirac en train de recoudre à la machine les 2 morceaux de Normandie sont envoyées à l'Elysée mais la situation politique et sociale nationale occulte largement la question régionale normande.

Mars 1997 : Dissolution de l'Assemblée Nationale. Elections législatives anticipées, arrivée de la gauche au gouvernement, Lionel Jospin : 1^{er} ministre.

Juin 1998 : Elections régionales. Comme pour celles de 1986 et 1992, les enjeux nationaux dominent la question régionale normande. R.Garrec est réélu au Conseil Régional de Basse Normandie. Jean Paul Gauzès est élu au Conseil Régional de Haute Normandie avec les voix du FN, mais il préfère démissionner : Alain Levern, proche de Laurent Fabius, est élu au 3^{ème} tour de scrutin.

Mars 1999 : Nouvelle crise au Conseil Régional de Haute Normandie lors du budget proposé par Alain Levern qui utilise le « 49-3 » régional pour éviter que le budget du CRHN ne soit géré par le Préfet comme en 1996-97. A.Levern, élu du canton de Saint-Saëns, souhaite des

coopérations interrégionales avec la ... Picardie ; mais comme le président du Conseil Régional de Picardie Charles Baur avait été élu avec les voix du FN, A.Levern se tourne vers le Conseil Régional de Basse Normandie et R. Garrec ; ce dernier lui dit que la réunification n'est pas l'urgence du moment : il faut attendre les élections présidentielles de 2002 ! R.Garrec aime les calendres grecques...

7 novembre 1999 : Les électeurs de Cherbourg acceptent par referendum la fusion de communes Cherbourg-Octeville.

Décembre 1999 : Après l'échec de la proposition de loi tendant à la réunification de la Normandie déposée à l'Assemblée Nationale au moment du débat de la Loi Voynet sur l'aménagement du territoire et du développement durable, Hervé Morin, député de Bernay et maire d'Epaignes, crée l'Association pour la Réunification de la Normandie, présentée à la presse en février 2000 au pied du pont de Normandie.

10 avril 2002 : Discours à Rouen du candidat J.Chirac : il évoque la nécessité de faire évoluer la taille des régions françaises par rapport à un « standard » européen, si les populations et les élus concernés le souhaitent. Sans que ce discours ne mentionne explicitement la réunification normande, tout le monde y pense !

Le discours est prononcé devant le maire de Rouen (Pierre Albertini), le président du Sénat (Christian Poncelet) et le président du CG 76 (Charles Revet).

Mai 2002 : Pour éviter J-M. Le Pen à l'Elysée, 80% des français réélisent J. Chirac Président de la République et Jean-Pierre Raffarin est nommé 1^{er} Ministre ; ce dernier est favorable à une relance de la décentralisation : la question régionale normande va revenir au 1^{er} plan, les collectivités territoriales vont pouvoir expérimenter de nouvelles compétences. J-P.Raffarin a été le 1^{er} Président de l'Association des Régions de France créée en 1998.

3 juillet 2002 : Discours de politique générale de J-P. Raffarin devant l'Assemblée Nationale : La République française doit être décentralisée.

29 octobre 2002 : Projet de modification de la Constitution pour accorder aux collectivités territoriales la libre administration avec les finances qui vont avec, le droit des Collectivités Territoriales d'expérimenter de nouvelles compétences. Un droit de pétition pour les populations et le droit à referendum pour les fusions entre Collectivités territoriales.

18 octobre 2002 – 28 février 2003 : Assises des libertés locales pour préparer l'Acte 2 de la décentralisation.

Très symboliquement, J-P. Raffarin clôture les assises des libertés locales au Zénith de Grand Quevilly

2 décembre 2002 : « France 3 Normandie » et « Ouest France » publient un sondage sur la réunification : 65% des personnes interrogées sont pour la réunification normande.

6 décembre 2002 : Sur « France 3 Normandie », Patrick Devedjan, ministre des libertés locales, explique qu'il faut briser les conservatismes locaux et avoir recours au référendum mais l'initiative doit revenir aux Collectivités Territoriales. Le serpent de mer voudrait-il se mordre la queue ?

6 et 7 décembre 2002 : Aux Assises de Caen et Rouen, on parle de réunification normande.

7 décembre 2002 : J-P. Raffarin, présent à la réunion de Caen, déclare : « *Le temps où l'Etat prenait ses grands ciseaux pour découper les territoires est révolu. Si les citoyens veulent les modifier, ils pourront le faire, la constitution le leur permettra* »...Sauf qu'il ne faudrait

pas confondre les citoyens et leurs élus, surtout en Normandie, car les élus ne sont pas les Normands les plus enthousiastes à la réunification.

9 décembre 2002 : « Ouest France » cite les propos de Raffarin à Caen, tout en rappelant les limites du volontarisme (les élus ne représentent pas la population) : « *Les Normands sont mobilisés* » affirme le journaliste J-P. Buisson.

Février 2003 : La Normandie, invitée d'honneur du Salon de l'Agriculture de Paris. Au stand commun HNBN, A.Levern et R. Garrec annoncent la mise en route de coopérations interrégionales normandes.

Mais la Revue « Reflets » du Conseil Régional de Basse Normandie publie un sondage quelque peu manipulé voulant démontrer que les bas-normands seraient plus favorables à un rapprochement avec la Bretagne qu'à une fusion avec la Haute Normandie. Cette propagande est diffusée gratuitement dans 600 000 foyers de Basse Normandie. Néanmoins, le Salon de l'agriculture donne l'occasion à l'IRQUA (*Institut Régional de la Qualité Alimentaire*) de lancer la marque « GOURMANDIE ».

J-P. Raffarin visite le stand commun normand et déclare en présence de R. Garrec et d'A. Levern : « *Vous avez de la chance d'avoir une région et deux présidents* », mais R. Garrec et A. Levern n'apprécient guère l'ironie du ministre... Manifestement à un an des élections régionales, les deux présidents souhaitent « déminer » sinon enterrer la question de la réunification normande. La lettre de saisine des deux CESR pour étudier la fusion régionale normande est envoyée avec retard.

Avril 2003 : L'église catholique annonce qu'elle rétablit la région apostolique de Rouen ; pour l'église catholique, la Normandie est unie.

Mai 2003 : Hervé Morin est reçu par J-P. Raffarin qui lui dit : « *Pas de référendum sur la Normandie avant les élections régionales* ».

5 juin 2003 : « L'Express » publie un dossier : « *Normandie : réunification pour ou contre ?* ».

29 janvier 2004 : A. Rufenacht est reçu à l'Élysée par J.Chirac. Il obtient du Chef de l'Etat la certitude que l'Etat soutiendrait les régions normandes si elles veulent fusionner.

Février 2004 : A la veille des élections régionales, le quotidien « Ouest France » publie un grand article et un sondage sur la question normande : « *Les bas-normands lancent un pont vers les haut-normands : 66% d'opinion favorable à un redécoupage territorial pour regrouper BN et HN en une seule région* ». L'expression de « réunification normande » se répand dans le grand public.

Mars 2004 : Campagne des élections régionales. **Pour la première fois, la question régionale normande devient un enjeu électoral.**

Hervé Morin, en Haute Normandie, et Philippe Augier en Basse Normandie, enfourchent le cheval de bataille de la réunification et réussissent le tour de force de faire exister l'enjeu régional normand face aux enjeux nationaux (record d'impopularité de Chirac).

R.Garrec est tête de liste en Basse Normandie d'une majorité présidentielle plutôt froide sur le sujet, tandis que A. Rufenacht, à contre cœur, mais à la demande de J.Chirac mène la campagne de la droite en Haute Normandie.

Pour R.Garrec (UMP), A.Levern (PS) et A.Rufenacht (UMP), P. Augier et H. Morin sont les deux poils à gratter. Pour tenter de neutraliser le débat émergeant sur la réunification, les candidats PS et UMP communiquent tous pour dire qu'ils sont certes pour la réunification mais qu'il n'y a pas d'urgence.

A. Levern joue son rôle favori : déminer le terrain de la réunification.

En Basse Normandie, le candidat PS Philippe Duron, se montre beaucoup plus ouvert sur la question (coopérer et réunifier ensuite avec un référendum).

Les deux CESR normands saisis par les deux présidents régionaux, R.Garrec et A. Levern, doivent adresser leurs rapports sur le sujet à la fin de l'année 2004...soit après les élections régionales évidemment !

Le blocage normand perdure car R.Garrec et A. Levern s'entendent pour ignorer la question tandis qu'A. Rufenacht, déçu de n'avoir pas pu débloquent la situation dans les années 80/90, se réfugie dans le havre d'un présidentialisme municipal.

La question régionale normande ne fera finalement pas l'élection régionale (la « réunif » n'est pas la priorité des gens : les enjeux nationaux dominent).

Cependant, la question de la réunification défait l'élection en Basse Normandie : Alors qu'A.Levern est réélu, R.Garrec est battu n'ayant pas su ou voulu fusionner avec le réunificateur Philippe Augier pour le 2^{ème} tour.

P. Duron, ayant accueilli sur sa liste Alain Tourret, qui milite pour la réunification avec P.Augier et H.Morin, est élu en faisant la promesse de débloquent la question normande.

R. Garrec refuse de siéger dans la nouvelle assemblée.

18 Mai 2004 : Rencontre de Touques. A. Levern et P.Duron promettent de se rencontrer chaque trimestre pour enfin mettre en route une coopération renforcée dans le but de préparer la fusion entre les deux régions normandes. Bien que P. Augier et H. Morin aient réussi à mettre enfin définitivement le problème de la réunification à l'agenda politico-médiatique, P. Duron et A. Levern, en choisissant de se rencontrer à Touques (commune limitrophe de Deauville, dont P. Augier est le maire), veulent rappeler qu'ils vont travailler concrètement sur le sujet alors que d'autres ne font qu'en parler.

La réunification ? Oui ! Mais pourquoi faire ? C'est la question que l'on se pose désormais. Il faut définir un projet.

En effet, la question de la réunification normande ce n'est plus seulement : « **la région pourquoi faire ?** » (A.Levern limite la question régionale à la seule question technique des compétences) mais c'est surtout : « **La région pour faire quoi ?** » (« *Un vrai projet régional pour la vraie Normandie* » rétorquent les partisans de la réunification).

Mais pour faire exister un projet politique régional à l'échelle pertinente (les 5 départements normands) il faudrait un leader politique.

Or, il n'y en a pas à cause de la division (les féodalités D'Ornano, Lecanuet, Garrec, Levern). Laurent Fabius est pressenti aujourd'hui pour jouer ce rôle et faire exister si possible et s'il le souhaite un projet politique à l'échelle de la vraie Normandie d'autant plus que sur la question de la fusion régionale, la situation politique dans les deux demi-régions normande semble être à fronts renversés : en Basse Normandie, la nouvelle majorité de « gauche plurielle » emmenée par Philippe Duron semble plutôt bien disposée à la réunification tandis qu'en Haute Normandie, Alain Levern ne fait pas mystère de son hostilité laissant à la droite (Hervé Morin et J.P. Gauzès) faire du thème réunificateur normand son cheval de bataille...

Décembre 2004 : Publication du rapport des deux CESR sur les coopérations interrégionales normandes. Le rapport BN est plus frileux que le rapport HN. Le bilan de la division régionale est soigneusement évité et, selon MM. Costa et Callewaert du CESR de Basse Normandie, les deux Normandie(s) seraient économiquement divergentes... Quand les aveugles refusent de voir !

Printemps 2005 : A l'occasion de la modernisation de la ligne SNCF Caen-Rouen, le comité régional de tourisme commun aux deux régions normandes, lance sa première opération d'envergure : « *Au printemps, la Normandie se découvre* ». Avec l'arrivée de la nouvelle majorité régionale de gauche en Basse Normandie, le budget du CRT de Normandie est augmenté de 56%...

Juin 2005 : Mise en route de la coopération intégrée de finances et de projets en Haute Normandie (CG76 , CG 27, CRHN). C'est donc la naissance du fameux « 276 » sur une idée de Laurent Fabius et de P. Bourguignon, qui permet de suppléer au désengagement de l'Etat des Contrats de Plan Etat-Région (CEPR). C'est donc plus de... 3, 5 milliards d'euros !!! qui sont levés pour financer l'ensemble des projets de développement territorial jusqu'en 2013... Cette belle idée de coopération entre collectivités territoriales normandes va hélas devenir une machine de guerre politique et aussi un argument pour ne plus mettre en avant l'urgence d'une coopération structurelle avec la Basse Normandie dans le but de faire la réunification.

Printemps 2006 : Début de la coopération interrégionale pour la promotion de l'aéroport de Deauville.

Pour développer les coopérations interrégionales normandes, P.Duron et A. Levern, envisagent le recours à un établissement public d'entente interrégionale, disposition prévue par la loi Raffarin. Mais Laurent Fabius refuse de rajouter un étage au millefeuille territorial.

30 mars 2006 : Inauguration, en l'absence du Chef de l'Etat, de Port 2000 dans le but de faire du Havre et de la Basse Seine normande, l'avant -port Ouest de l'Europe...

Avril 2006 : L'association « Normandie-Métropole » (Caen-Rouen-Le Havre) est validée par le gouvernement Raffarin comme territoire métropolitain. Mais Brigitte Le Brethon, députée - maire de Caen, bloque le fonctionnement de l'association à la grande colère d'Antoine Rufenacht.

18 juillet 2006 : L'Etat approuve la Directive d'Aménagement Territorial de la Basse Seine allant de Bayeux à Fécamp. Les aménageurs de l'Etat ne semblent donc plus douter de l'existence d'une unité normande de part et d'autre des rives de la Seine...

Septembre 2006 : Les pro-réunificateurs, membres ou sympathisants de l'UMP, se réunissent à Pont-Lévêque. Cette rencontre est organisée par l'Union pour la Région Normande (URN) depuis peu relancée par des militants UMP du Cotentin.

Octobre 2006 : Serment d'Epaignes. Les amis d'Hervé Morin, membres de l'ARN, s'engagent à ce qu'un référendum sur la réunification normande soit organisé avant 2010.

3 novembre 2006 : 1^{ère} réunion fondatrice du Collectif « Bienvenue en Normandie » à Dozulé, rassemblant des militants de la réunification venant du centre et de la gauche.

Janvier 2007 : Colloque de Deauville « J'irai revoir mes Normandie(s) » qui constate avec ironie l'impasse d'une communication spécifique sur la Basse Normandie ou la Haute Normandie.

février 2007 : Le sénateur JF Legrand, président du Conseil Général de la Manche, s'oppose à la fusion du port de Cherbourg avec celui de Caen et refuse le principe d'un rapprochement entre le port du Havre et celui de Cherbourg au nom d'un hypothétique « *hinterland Grand Ouest* ». Les milieux logistiques et portuaires se gaussent alors de la posture d'un « vétérinaire » peu au fait des réalités de l'économie maritime... Heureusement, cela va se faire... sans lui !

Mars 2007 : La Normandie s'invite dans la campagne présidentielle. Le candidat UMP N.Sarkozy fait à Caen un discours remarqué, débutant par un hommage à la Normandie. Implicitement, le candidat N.Sarkozy est sensible à la question régionale normande.

Mai 2007 : Election de Nicolas Sarkozy, président de la République : Hervé Morin entre au gouvernement en tant que Ministre de la Défense (... de la Normandie ?)

Printemps 2007 : Le Comité Régional de Tourisme de Normandie lance sa nouvelle marque commerciale « La Normandie à vivre et revivre »

Juin 2007 : Lancement de la marque « Ports Normands Associés » (PNA).

Juin 2007 : Elections législatives : malgré la vague bleue, Brigitte Le Brethon perd son mandat de députée au profit de P. Duron, président du Conseil Régional de Basse Normandie.

6 juin 2007 : Le « Normandy Day » organisé par Luc Couillard se positionne comme fête internationale de la Normandie.

Décembre 2007 : Livraison du rapport du cabinet d'études « EDATER » sur les avantages et inconvénients d'une fusion régionale normande.

Considéré comme trop positif par Alain Levern qui le fait réécrire en partie ! (Levern voulait que le rapport insistât encore sur la divergence économique entre Haute et Basse Normandie pour enterrer définitivement tout projet de réunification alors que l'on observe depuis plus de dix ans le contraire...) et à l'approche des élections municipales qui fait craindre le retour du débat sur la capitale régionale, les deux présidents régionaux socialistes décident, comme à l'accoutumée, d'attendre après les élections municipales pour organiser éventuellement un débat public.

Le serpent de mer continue de se mordre la queue.

19 février 2008 : Le « Figaro » titre : « *Les deux Normandie rêvent de n'en faire qu'une* » et le journal de droite de préciser : « *...pour Fabius !* ».

25 février 2008 : Le collectif « Bienvenue en Normandie » envoie un courrier de protestation au président du Conseil régional de Basse Normandie qui a décidé, à l'instar de son collègue haut-normand, de ne pas utiliser les léopards normands comme identifiant régional officiel sur les nouvelles plaques d'immatriculation automobiles.

6 mars 2008 : Laurent Fabius vient à Caen soutenir Philippe Duron pendant la campagne municipale. Il en profite pour visiter la collection de peintures désormais propriété commune des deux Conseils Régionaux normands « Peindre en Normandie », exposée à L'Abbaye aux Dames.

16 mars 2008 : Elections municipales : Brigitte Le Brethon est battue à Caen par P.Duron, ce qui permet d'éliminer le dernier obstacle sérieux sur la voie d'un rapprochement métropolitain entre Caen et Rouen.

Laurent Beauvais remplace P. Duron à la présidence du CRBN : c'est un réunificateur convaincu mais il va devoir travailler avec A. Levern....

Avril 2008 : L. Fabius prend le contrôle de l'agglomération de Rouen et rencontre de nouveau P. Duron sur la question de la capitale normande.

11 avril 2008 : 1^{ère} réunion du quintette socialiste (L.Fabius, P.Duron, L.Beuvais, A.Levern, V.Fourneyron). A cette occasion, L. Fabius annonce lui-même la publication du rapport EDATER et précise la méthode pour la réunification de la Normandie : Faire des coopérations, proposer un référendum et une loi, puis faire la fusion.

29 mai 2008 : « Ouest France » titre : « *La politique du silence* » à l'occasion de la présentation trop discrète des conclusions du rapport EDATER.

A. Levern refuse le débat public au CRHN alors que L. Beauvais l'organise a minima au CRBN.

A. Levern se justifie en disant que l'Etat ne veut pas dire où il mettrait son préfet de région en cas de fusion normande.

Bref ! Pour le démineur A. Levern, quand on veut enterrer un problème, on fait un rapport.

Juin 2008 : fusion des caisses d'épargnes normandes. Caen et Rouen se partagent équitablement les directions du nouvel établissement bancaire. Comme quoi, on peut s'entendre entre Caennais et Rouennais...

Juillet 2008 : Quelques semaines avant la 3^{ème} Armada de Rouen, Valérie Fourneyron, nouveau maire PS de Rouen, annonce que la ville de Rouen se retire du GIP « Marité » (ancienne goélette morutière de Fécamp, symbole de l'unité normande). L'Armada de Rouen est un grand succès populaire, et à cette occasion, le port autonome de Rouen communique sur « Rouen, capitale de la Normandie ». Doit-on lui donner tort ?

Septembre 2008 : Entretien de P. Duron accordé à l'hebdomadaire « Le bonhomme liberté » : le nouveau maire de Caen confirme son engagement de principe pour la réunification et souhaite préparer l'agglomération de Caen à son statut de capitale régionale (de la Normandie réunifiée).

Octobre 2008 : Livraison du rapport parlementaire de la commission Warsman sur la réforme des Collectivités Territoriales : clarifier les compétences et favoriser les fusions pour faire des économies. La fusion régionale normande est prise en exemple.

8 novembre 2008 : Les deux conseils régionaux normands coopèrent pour présenter la candidature de la Normandie aux Jeux équestres mondiaux de 2014. Le temps est donc loin où René Garrec avait échoué à présenter une candidature « Lower Normandy » pour les Jeux équestres mondiaux de 2010...

GRAND PARIS MARITIME : L'évidence de l'unité normande devient un enjeu national

5 novembre 2008 : Réunion au sommet à Caen entre MM. Duron, Fabius, Rufenacht et Mme Fourneyron sur l'avenir des coopérations métropolitaines en Normandie. Décision est prise de liquider l'association « Normandie Métropole » devenue une coquille vide...

16 novembre 2008 : A. Rufenacht, maire du Havre, dit OUI à « Paris sur mer » (projet de l'urbaniste Antoine Grumbach pour le « Grand Paris » mégapole de 20 millions d'habitants étendue sur toute la Basse Seine jusqu'au Havre à l'horizon 2050)... Bigre ! En effet, l'association « Normandie Métropole » est en panne depuis les élections municipales de mars 2008 puisque L. Fabius et P. Duron semblent s'entendre directement sur le dossier de la capitale normande, au risque de marginaliser Le Havre. C'est enfin l'échec du projet d'Armand Frémont (*livre blanc de l'ex- DATAR paru en 2002*) qui voulait rééquilibrer le poids du « Grand Paris » avec notamment à l'ouest une métropole normande en réseau : ce projet avait pourtant été défendu en 2004 par le géographe Pascal Buléon et son concept de « métropole normande parc »...

26 novembre 2008 : Déclaration du Président de la République, N. Sarkozy, devant l'assemblée générale de l'association des maires de France.
Dans son discours consacré à la réforme des Collectivités Territoriales, N. Sarkozy déclare : « *Les Normandies tout le monde les aime, mais pourquoi en faudrait-il deux ?* ».
Par cette prise de parole, le président de la République accélère brutalement le tempo trop tranquille de la question régionale normande. La maîtrise de l'agenda politique de cette question, vieille de près de quarante ans, pourrait échapper à Laurent Fabius.

28 novembre 2008 : « France 3 Normandie » prend position dans le débat avec une émission de télé en direct du château de Caen, plutôt pédagogique sinon favorable à la réunification normande. Les deux présidents régionaux socialistes ne sont pas venus ou n'ont pas voulu venir... (Laurent Beauvais était attendu à cette émission mais son collègue de Haute Normandie a su se montrer de mauvaise humeur... et très persuasif !)

1^{er} décembre 2008 : Communiqué commun de MM. Beauvais et Levern en réponse à Sarkozy sur le thème : « *On travaille concrètement à la réunification* » (annonce de la création d'un Pôle Régional d'Enseignement Supérieur Normand pour remplacer le PUN supprimé en juin 2008).
Les deux présidents socialistes concluent qu'il faut préparer la réunification par des coopérations et qu'il faut faire un référendum. Dans la semaine, Levern déclare préférer « un pacs plutôt qu'un mariage »... Navrant !

4 et 5 décembre 2008 : 4^{ème} Congrès de l'Association des Régions de France (ARF) à Caen : Réactions très vives des présidents de région aux propos du chef de l'Etat sur les projets de réforme des Collectivités Territoriales.
A cette occasion A. Levern redit que la réunification normande n'est pas une priorité : le vrai problème, selon lui, c'est d'avoir une région avec de vraies compétences.

6 décembre 2008 : Contre communiqué de l'ARN (MM. Morin, Tourret, Martin et Augier) : puisque les élus directement concernés par la question régionale normande se montrent incapables, depuis près de 40 ans de résoudre le problème, il faut donc s'en remettre directement au peuple en organisant un référendum qui pourrait avoir lieu en juin 2009, à l'occasion des élections européennes.

La BATAILLE du RAIL NORMAND : Les élus bas-normands à la manoeuvre

Décembre 2008 : Bernard Cazeneuve député-maire de Cherbourg, Philippe Duron député-maire de Caen et Laurent Beauvais président du Conseil régional de Basse Normandie interpellent Dominique Bussereau sur le retard ferroviaire normand à l'occasion du Grenelle de l'Environnement qui prévoit la construction de 2200 km de voies ferrées supplémentaires d'ici 2020.

31 janvier 2009 : Lancement de la pétition « pour une Normandie à grande vitesse » avec Bernard Cazeneuve député-maire de Cherbourg et Laurent Beauvais président du CRBN dans le but d'obtenir un « vrai TGV normand ».

6 avril 2009 : Venue de Dominique Bussereau à Caen pour la présentation du « plan Bussereau » sur la ligne Paris-Caen-Cherbourg : revitaliser l'existant à partir d'une LGV nouvelle à créer dans le Mantois et d'un Y de débranchement vers la Basse-Normandie au Sud de Rouen.

10 avril 2009 : Lancement de l'association « pour une Normandie à grande vitesse », co-présidée par Laurent Beauvais et Jean-Yves Cousin, maire de Vire. L'objectif est d'obtenir une desserte ferroviaire valable pour toute la Normandie.

29 avril 2009 : Nicolas Sarkozy dévoile l'ambition d'un « Grand Paris maritime » et annonce un TGV Paris- Le Havre en 1h15 pour... 2017 ! (500^{ème} anniversaire de la fondation du Havre) qui passerait par le Vexin et le plateau de Caux à la grande stupéfaction et fureur des élus rouennais, Valérie Fourneyron et Laurent Fabius. A priori, la Normandie est ignorée au profit de l'axe Paris – Le Havre : se pose donc le problème d'articuler cette annonce présidentielle au « plan Bussereau » annoncé précédemment à Caen.

Mai 2009 : Le Conseil régional de Haute Normandie présidé par Alain Le Vern poursuit son combat d'arrière- garde mesquin contre les conclusions du rapport EDATER en publiant un audit négatif avec l'argument selon lequel la Basse-Normandie moins riche fusionnée avec la Haute-Normandie ferait monter les impôts locaux des contribuables haut-normands.

Juin 2009 : Le projet Grumbach « Seine Métropole » est exposé à la cité de l'architecture de Paris. Le collectif Bienvenue en Normandie interpelle alors la presse nationale : « un grand pari ? Avaler la Seine aval sans l'aval des Normands ? » Antoine Rufenacht et Laurent Fabius se rencontrent à Paris : le TGV Paris- Le Havre en 1h15 devra passer à Rouen par une nouvelle gare à construire sur la rive gauche.

20 juin 2009 : Colloque à Caen sur l'opportunité de l'Axe Seine pour l'avenir de la Basse-Normandie en présence de Jean-Pierre Dupont, conseiller d'Etat chargé de préparer le futur débat public sur la ligne ferroviaire à grande vitesse. Ce plan rail 2020 envisage toute la Normandie avec un Y de débranchement situé sur la rive gauche de la Seine au Sud de Rouen. C'est déjà l'architecture du projet qui sera présenté au débat public.

16 juillet 2009 : Nouveau discours de Nicolas Sarkozy au Havre confirmant l'enjeu national du Grand Paris doté d'une façade maritime au Havre et d'une ligne à grande vitesse reliant Paris au Havre en 1h15 mais qui doit aussi profiter à « toute la Normandie ». La mobilisation des élus Bas-normands a donc été payante.

21 décembre 2009 : Publication du « rapport Tourret » véritable plaidoyer pour l'évidence de l'unité normande mais qui a le défaut de présenter une Normandie caennaise excluant Rouen.

12 janvier 2010 : Conférence de presse commune à Honfleur des candidats UMP aux élections régionales en Haute et Basse Normandie. Bruno Lemaire et Jean-François Legrand tentent de relancer la question de la réunification dans une campagne électorale plutôt terne et une nouvelle fois dominée par les enjeux nationaux. Le thème réunificateur animera les débats plutôt en Basse Normandie avec un Laurent Beauvais ouvert favorablement à la question, tandis qu'en Haute Normandie, Alain Le Vern évitera soigneusement le sujet pour surtout exploiter l'impopularité du président Sarkozy.

24 mars 2010 : Alain Le Vern est réélu sans difficulté avec 54,3% des voix mais avec un fort taux d'abstention. Laurent Beauvais est réélu avec 57% des voix mais avec 48,6% d'abstention.

3 avril 2010 : Conférence de l'urbaniste Antoine Grumbach à Honfleur. La question d'élargir « l'Axe Seine » à l'ensemble normand est clairement posé.

4 mai 2010 : Première édition du colloque « Axe Seine » au Havre, réunissant pour la première fois, à l'invitation d'Antoine Rufenacht, les grands élus concernés devant plus de 1200 acteurs et décideurs de la société civile normande. La déclaration finale insiste sur les enjeux nationaux et internationaux de l'axe Paris- Le Havre auquel on peine encore à associer

l'ensemble normand puisque Caen et les collectivités normandes ne sont pas directement associés.

Juin 2010 : Publication des 50 propositions de Jacques Attali pour l'avenir de l'Axe Seine. Jacques Attali insiste sur l'urgente nécessité pour les acteurs normands de se rassembler pour se faire entendre. Faute d'unité normande, Attali préconise un pilotage d'Etat pour l'Axe Seine.

Juillet 2010 : Le préfet honoraire et conseiller d'Etat Jean-Pierre Duport est officiellement installé à la présidence du comité de pilotage du futur débat public sur la Ligne Nouvelle Paris Normandie (LNPN). Ses lettres de mission sont envoyées en Normandie mais Alain Le Vern, le président haut-normand a été oublié... Le comité de pilotage qu'il présidera jusqu'en mai 2011 fera un travail remarquable pour clarifier un dossier complexe. Le préfet Duport, un ami de la Normandie, n'aura de cesse de rappeler aux acteurs normands la nécessité de constituer un lobby efficace pour justifier la dépense d'un projet qui sera coûteux.

18 octobre 2010 : Antoine Rufenacht présente sa démission en tant que maire du Havre pour se consacrer pleinement à la défense de l'ambition d'un « Grand Paris Maritime ». Edouard Philippe lui succède le 24 octobre 2010.

Avril 2011 : Lancement officiel des festivités pour le 11^{ème} centenaire de la Normandie ouvertement saboté par le président du Conseil régional de Haute Normandie. Le Conseil régional de Basse-Normandie financera seul ou presque plus de 200 projets festifs sur les cinq départements normands.

12 avril 2011 : Les chambres régionales de commerce et d'industrie normandes annoncent leur prochaine fusion pour le 1^{er} janvier 2015.

23 mai 2011 : Seconde édition du colloque « Axe Seine » à Rouen, présidé par Laurent Fabius avec un Antoine Rufenacht silencieux et un discours remarqué de Bruno Lemaire en tant que ministre de l'aménagement du territoire sur l'évidence de l'unité normande. Laurent Fabius montre sa déception face au manque d'engagement financier du gouvernement au-delà des déclarations d'intention. Les Bas-normands n'étant toujours pas associés à la déclaration finale, souhaitent organiser une étape caennaise du colloque « Axe Seine » avant la réunion finale prévue à Paris en 2012.

Juin 2011 : Les deux régions normandes publient leurs visions prospectives à l'horizon 2020. Mais faute de coopération et de coordination, la vision n'est hélas pas convergente alors que le projet ferroviaire nécessite pour la première fois de penser un projet régional normand unique. Les géographes universitaires normands réagissent en publiant une tribune libre nationale dans Libération : « coopérer ou s'effacer ».

25 août 2011 : Antoine Rufenacht est installé par le Premier ministre en tant que haut-commissaire au développement de la vallée de la Seine avec un rapport à rendre avant les élections présidentielles de 2012. L'objectif de Rufenacht est de garantir la pérennité du projet de LNPN et de l'ambition de l'Axe Seine après les élections...

7 septembre 2011 : Conférence de presse à Rouen des deux présidents de région socialistes Laurent Beauvais et Alain Le Vern sur une relance des coopérations structurelles entre Haute et Basse Normandie, à la veille du débat public sur la LNPN. Les deux présidents de région annoncent la rédaction d'un cahier d'acteur commun : il n'en sera rien évidemment puisqu'Alain Le Vern choisira de rédiger un cahier d'acteur commun avec... l'Ile de France !

3 octobre 2011 : Signature officielle du décret créant le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur associant les trois universités et les écoles d'ingénieurs de Normandie après plus d'un an de gestation en raison de l'opposition de Laurent Fabius au projet. Ouverture à Rouen du débat public sur la LNPN marqué par une forte opposition des écologistes au projet.

7 novembre 2011 : Rencontre à Caen des élus Bas-normands avec Antoine Rufenacht. Annonce de la création d'un pôle métropolitain normand à partir d'une coopération entre Caen et Le Havre. On attend toujours !

20 janvier 2012 : Annonce de la création du Groupement d'Intérêt Economique des ports de l'Axe Seine « HAROPA ». Ce sera la seule grande réussite du haut-commissaire Rufenacht au développement de l'Axe Seine.

25 janvier 2012 : Suite aux manœuvres « nimbystes » du maire d'Hérouville St Clair et suite aux conclusions négatives du commissaire enquêteur, le projet de navette fluviomaritime entre le port du Havre et le port de Caen est reporté sine die.

30 janvier 2012 : Clôture à Caen du débat public sur la LNPN. Le consensus se fait sur la fusion des scénarios A et B avec un Y de débranchement en aval de Mantes La Jolie, une LGV dans le Mantois avec interconnexion TGV et vers Roissy CDG, une nouvelle gare à Rouen rive Gauche et un tunnel sous fluvial pour desservir Le Havre. Le scénario C de liaison directe entre Caen et Le Havre avec un tunnel sous l'estuaire est abandonné.

7 mars 2012 : Le rapport du haut-commissaire Rufenacht à peine publié est violemment rejeté par les élus normands fabusiens à l'occasion d'une conférence de presse donnée à Rouen. La principale critique est celle du financement hypothétique par rapport aux ambitions affichées.

27 avril – 6 mai 2012 : Elections présidentielles. Le candidat socialiste François Hollande est élu. Sans surprise, la Normandie urbaine a voté François Hollande tandis que celle des champs a voté Nicolas Sarkozy. Le nouveau président de la République avait prévu un « acte 3 de la décentralisation » mais qui ne correspondait absolument pas à la réforme territoriale qui sera finalement faite.

31 mai 2012 : à la demande du haut-commissaire Rufenacht soucieux de pouvoir poursuivre sa mission avec la nouvelle majorité présidentielle socialiste, les quotidiens Ouest-France et Paris-Normandie publient un exceptionnel numéro spécial consacré à l'Axe Seine et diffusé dans toute la Normandie. Le haut-commissaire Rufenacht sera mis au placard avant d'être démissionné à l'automne, à la demande d'Alain Le Vern.

Octobre 2012 : Philippe Duron, député maire de Caen est nommé président de l'Association Française de Financement des Infrastructures de Transports qui n'a quasiment aucun... financement suite à la privatisation des autoroutes et à l'abandon du projet d'Ecotaxe poids-lourds, alors qu'il s'agissait de financer... la LNPN !

25 septembre 2012 : Réunion à Versailles des CCI concernées par l'Axe Seine. Sans attendre que la nouvelle majorité se décide, elles créent l'espace de projets « Paris Seine Normandie ».

19 novembre 2012 : Antoine Rufenacht apprend par un coup de téléphone du cabinet du Premier ministre qu'il n'est plus haut-commissaire officiellement en charge du développement de l'Axe Seine.

20 novembre 2012 : Suppression définitive du conseiller territorial créé par la précédente majorité présidentielle, permettant une fusion département/ région.

22 novembre 2012 : Dernière édition du colloque « Axe Seine » à Paris qui n'aura que peu de retentissement. Les milieux économiques parisiens restent peu sensibles aux attraits de l'économie maritime : il faut donc un lobby maritime normand.

21 décembre 2012 – 7 janvier 2013 : Première démission (technique celle-là) d'Alain Le Vern du Conseil Régional de Haute Normandie. Le temps de la trêve des confiseurs, Laurent Beauvais, favorable à une réunification dont ne veut surtout pas son triste comparse, peut enfin caresser d'être l'unique président de région en Normandie... Ce sera la dernière fois !

30 janvier 2013 : réunion à Matignon entre les trois présidents de région concernés par l'Axe Seine pour trouver un successeur à Antoine Rufenacht. Alain Le Vern fait pression pour que soit nommé un préfet « délégué interministériel » plus souple qu'un homme politique normand qui aurait le tort d'être trop... politique !

Enterrement de la LNPN ?

Février 2013 : le ministre des transports Frédéric Cuvillier demande à RFF une note de synthèse sur la LNPN. Le recadrage financier sera revu à la baisse. Le phasage est repoussé dans le temps.

4 avril 2013 : nomination officielle de François Philizot ci-devant préfet de la Saône et Loire en tant que « délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine » en charge de préparer un « schéma stratégique »

27 avril 2013 : Lancement de la seconde édition du festival « Normandie Impressionniste » sur le thème de l'eau.

13 mai 2013 : nouvelle visite de François Hollande en Normandie (à Louviers et à Caen). Le recadrage à la baisse du phasage financier de la LNPN est confirmé.

22 juin 2013 : Philippe Duron, député-maire de Caen et président de la Commission Mobilités 21 en charge de remettre à plat du futur Schéma National des Infrastructures de Transport en France, confirme la priorité nationale de la LNPN mais sa réalisation est repoussée à 2025 voire 2030. Alain Le Vern qui n'a jamais cru au projet de LNPN sous prétexte de le trouver trop coûteux, triomphe...

28 septembre 2013 : Retrait définitif de la vie politique d'Alain Le Vern qui démissionne de tous ses mandats publics et présidences exécutives sans trop expliquer ses vraies motivations peut-être peu avouables... La réunification normande n'a désormais plus aucun ennemi déclaré ! Le jeune Nicolas Mayer Rossignol, premier vice-président du CRHN est rapidement élu nouveau président régional.

29 septembre 2013 : hasard heureux du calendrier, le lendemain de la démission surprise d'Alain Le Vern, la première édition de la Fête des Normands avait lieu, histoire de prendre une belle revanche sur celui qui avait saboté le 11^{ème} centenaire de la Normandie en 2011 !

Décembre 2013 : Premier pas de la réforme territoriale Hollande, première version: la loi dite de Modernisation de l'Action Publique territoriale et d'Affirmation des Métropoles (Loi MAPAM) est adoptée.

Seront ainsi créés, au 1er janvier 2015, les métropoles de : Toulouse, Lille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Rennes, Rouen, Grenoble, Montpellier, Brest et Lyon. Et au 1er janvier 2016 : Aix-Marseille et Grand Paris. Ces nouvelles entités (agglomération de plus de 400 000 habitants située dans une aire urbaine de plus de 650 000 habitants) pourront exercer des compétences en lieu et place de l'Etat, du Département ou de la Région sur des domaines variés.

13 décembre 2013 : un ultime colloque consacré à l'Axe Seine est organisé à l'université de Caen, histoire de ne pas oublier la Basse Normandie...

2014, ANNEE HISTORIQUE : La DIVINE SURPRISE de la réunification normande

15 janvier 2014 : placé sous la pression directe de la Commission européenne qui exige des réformes structurelles d'ampleur pour limiter le déficit budgétaire de la France, François Hollande, Président de la République, annonce une nouvelle étape inédite de la décentralisation. Il souhaite revoir l'organisation territoriale, confier aux Régions de nouvelles responsabilités et en diminuer le nombre. Cette réforme n'était pas celle proposée par le candidat de 2012.

14 mars 2014 : Craignant la perspective d'une fusion normande, Nicolas Mayer-Rossignol affiche la proximité naturelle entre la Haute-Normandie et la Picardie en invitant à Rouen Claude Gewerc, son homologue picard

8 avril 2014 : Discours de politique générale à l'Assemblée Nationale, Manuel Valls, nouveau Premier ministre, annonce la réduction du nombre des régions et une nouvelle carte en fusionnant les régions existantes.

11 avril 2014 : Nicolas Mayer-Rossignol, le président de région Haut-normand avoue ses préférences picardes avec son homologue Claude Gewerc, président de la région Picardie

Mai 2014 : Tentatives de Laurent Fabius pour imposer la grande région « Littorale Nord -Ouest » en fusionnant Haute-Basse Normandie, Picardie et Nord Pas de Calais.

10 mai 2014 : manifestation des partisans de l'unité normande au pied du pont de Normandie

Juin 2014 : Les élus Fabusiens claironnent « Rouen métropole capitale régionale » histoire de relancer le plus vieux serpent de mer normand... pour torpiller le débat public régional sur l'unité normande.

2 juin 2014 : visite de François Hollande à Trévières dans le Calvados pour préparer le 70ème anniversaire du DDay. Confirmation du choix présidentiel pour l'unité normande stricto sensu !

4 juin 2014 : présentation officielle du projet de carte régionale par l'Elysée dans la presse régionale après une journée d'hésitations sur la question bretonne et par d'ultimes tentatives de Laurent Fabius pour imposer sa grande région Nord-Ouest renommée « Arc Manche »

6 juin 2014 : François Hollande prononce au Mémorial de Caen, un hommage de reconnaissance nationale pour le sacrifice de tous les Normands durant l'année 1944. La reconnaissance de l'unité territoriale normande devient une question morale à l'occasion des fêtes internationales de commémoration du 70^{ème} anniversaire du Débarquement de Normandie.

Printemps –été 2014 : on observe une « Glasnost » normande officielle particulièrement en Haute-Normandie. Les années Le Vern sont désormais derrière nous ! La métropole rouennaise annonce qu'elle s'appellera désormais « Rouen métropole Normandie » à partir de janvier 2015. Le millénaire du baptême de Saint Olaf de Norvège (1014 – 2014) est célébré officiellement dans la cathédrale de Rouen et le thème du son et lumière sera consacré aux Vikings.

18 juin 2014 : Deux projets de loi complétant la loi MAPAM sont présentés en Conseil des Ministres

- L'un porte sur la délimitation des Régions (nouvelle carte) et le calendrier électoral.
- Le second porte sur la clarification des compétences des collectivités (NOTRe).

4 juillet 2014 : Le Sénat rejette la nouvelle carte des Régions proposée par le Gouvernement, sans l'amender.

23 juillet 2014 : L'Assemblée nationale adopte une nouvelle carte territoriale à 13 Régions contre 22 actuellement. Adoption de l'amendement Tourret qui prévoit que le siège du conseil régional n'a pas à être forcément dans la ville siège de la préfecture.

Août- septembre 2014 : réussite de l'organisation des Jeux Equestres Mondiaux par le conseil régional de Basse-Normandie. La puissance de l'évidence normande ne fait, désormais, plus aucun doute !

Septembre 2014 : torpille ou ballon d'essai ? Proposition unilatérale et brutale de Laurent Fabius pour enfin admettre la solution en réseau. Rouen métropole conseil régional / Caen préfecture régionale : scepticisme en Basse-Normandie pour ne pas dire plus !

Octobre 2014 : lancement du cycle de réunions publiques d'information sur la réunification en Haute-Normandie. Suite au recadrage exigé par Laurent Beauvais, la question de la capitale régionale est volontairement laissée au second plan.

Octobre 2014 : inquiétude de Gérard Lissot président du CESER HN qui avec le CESER BN doit rendre un état des lieux des politiques publiques régionales normandes pour janvier 2015. L'harmonisation sera complexe car les exécutifs régionaux ont trop laissé diverger les politiques publiques ces dix dernières années. C'est la conséquence du bilan laissé par Alain Le Vern qui a refusé jusqu'en septembre 2013 toute perspective de fusion régionale normande.

Octobre 2014 : annonce par les deux présidents de région que les deux exécutifs régionaux harmonisent les normes comptables pour préparer le premier budget régional normand pour le 1er janvier 2016

28 octobre 2014 : Déclaration de Manuel Valls sur la réforme territoriale devant le Sénat, suivie d'un débat.

30 octobre 2014 : Le projet de loi concernant la délimitation des Régions et le calendrier électoral est adopté avec modifications en 2^{ème} lecture. Le Sénat propose notamment 15 régions avec retour à une région ou collectivité territoriale unique d'Alsace ; dé-fusion Midi-Pyrénées Languedoc ; déverrouillage du droit d'option départemental pour une autre région ; fusion interdépartementale possible ; maintien du cadre départemental notamment pour les territoires ruraux

31 octobre 2014 : Le projet de loi concernant la délimitation des Régions et le calendrier électoral est déposé à l'Assemblée nationale et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

3 novembre 2014 : dans un entretien accordé au quotidien Ouest France, le philosophe Michel Onfray dénonçant la main- mise du pouvoir fabiusien sur le processus réunificateur en cours, crée la polémique avec une formule pour le moins regrettable dans le but de justifier le futur rôle de capitale culturelle normande que pourrait jouer la ville de Caen « *Ainsi dans un même couple, l'un s'occuperait des raffineries et l'autre des raffinements* ».

6 novembre 2014 : lancement officiel d'un site internet commun aux deux régions normandes pour réunifier le débat public sur la réunification

7 novembre - 17 décembre 2014 : réunions publiques en Basse Normandie pour présenter la fusion normande

20 novembre 2014 : l'Assemblée Nationale vote solennellement en seconde lecture la nouvelle carte à treize régions impliquant la fusion régionale normande. Les députés normands de droite votent contre. Hervé Morin s'abstient mais Edouard Philippe, le député-maire du Havre vote pour avec les députés de la majorité socialiste.

Décembre 2014 : Laurent Fabius impose sa créature Nicolas Mayer Rossignol comme future tête de liste aux élections régionales de décembre 2015. Laurent Beauvais, le réunificateur normand historique est très amer. Inquiétude chez les personnels du conseil régional de Basse Normandie qui craignent une fusion absorption avec la Haute-Normandie.

A partir de décembre 2014 : Le projet de loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) sur la clarification des compétences des collectivités est inscrit au débat parlementaire (travail en commission dès le mois de décembre puis séance en janvier au Sénat). Il n'aboutira qu'en juillet 2015.

1er janvier 2015 : Rouen devient métropole en Normandie sous l'appellation « Rouen Normandie Métropole »

19 janvier 2015 : Visite du Premier ministre Manuel Valls à Honfleur pour présenter le futur CPIER Vallée de la Seine. La fusion normande présentée comme exemplaire et évidente permet de vendre la réforme ailleurs et cela ne va pas de soi !

25 janvier 2015 : la loi créant les 13 nouvelles régions métropolitaines françaises est officiellement promulguée.

Printemps 2015 : Le débat public régional normand s'agite autour d'un *clochemerle* classique entre Caen et Rouen sur le thème de la future capitale régionale déclenché par les déclarations inutiles d'Yvon Robert, le maire de Rouen. Ce débat est largement instrumentalisé par la presse quotidienne régionale, notamment Ouest –France qui ne joue pas clairement le jeu de la pédagogie de la future unité normande. A Rouen, les Fabusiens testent les réactions caennaises sur la possibilité d'une capitale régionale unique ... à Rouen !

21 mars 2015 : à l'occasion des premières grandes marées pouvant entourer totalement le Mont St Michel avec la fin des travaux du rétablissement du caractère maritime, Laurent Fabius venu signer un « contrat de destination touristique », tacle son collègue ministre et breton Jean-Yves Le Drian en rappelant que « le Mont Saint Michel est en Normandie » et « qu'en Bretagne, il y a aussi de belles choses ».

22 et 29 mars 2015 : Élections départementales. Les cinq départements normands basculent à droite : les cinq présidents départementaux normands proposent des coopérations à l'échelle de toute la Normandie

Avril 2015 : l'Etat choisit Rouen comme « chef-lieu provisoire » pour la Normandie et nomme le préfet haut-normand Pierre-Henry Macionni (un proche de Laurent Fabius) pour conduire la préfiguration de la nouvelle organisation de l'Etat dans la future région. Ce choix relance le *clochemerle* normand.

29 avril 2015 : Les décideurs caennais réagissent en organisant une grande soirée au Mémorial « Caen cause normand » avec 2000 personnes présentes et qui a su éviter le piège du clochemerle notamment grâce à l'intervention du philosophe Michel Onfray sur la nécessité de construire un fédéralisme urbain normand.

Mai 2015 : présentation et votes dans les deux conseils régionaux normands du Schéma stratégique de la Vallée de la Seine, dans lequel les intérêts normands sont surplombés par ceux de l'Axe Seine proprement dit...

14 mai 2015 : Dans les colonnes de Paris-Normandie, le philosophe normand Michel Onfray craignant une fusion absorption de la Basse Normandie par la Haute Normandie pour le seul profit du pouvoir rouennais et fabusien déclare : « réunifier la Normandie, ce n'est pas violer la mariée ».

8 juin 2015 : Le CESER de Haute-Normandie appelé à se prononcer sur le choix du chef-lieu provisoire, émet un avis discutable et discuté en préconisant que le futur exécutif régional soit dans la ville où siègera le préfet de région, Rouen en l'occurrence. Quelques jours plus tard, le CESER de Basse-Normandie se prononce pour le

chef-lieu à Rouen mais pour l'installation de l'exécutif régional à Caen, rejoignant en cela la position officielle d'Hervé Morin, tête de liste de l'union de la droite aux prochaines élections régionales.

12 – 15 juin 2015 : Colloque organisé au Centre culturel international du château de Cerisy la Salle par le collectif des Quinze géographes universitaires normands sur le thème de la réforme territoriale et d'un projet régional pour la future Normandie.

25 juin 2015 : signature à la préfecture de Rouen du CPIER Vallée de la Seine sous financé au regard des ambitions affichées. L'inquiétude des élus Normands est grande car la remise à niveau logistique de l'Axe Seine risque de ne pas être faite avant l'ouverture du futur canal Seine Nord Europe qui permettra de connecter directement la région parisienne au port ... d'Anvers !

27 juin 2015 : Hervé Morin lance officiellement sa candidature comme tête de liste de l'union de la droite normande pour les élections régionales de décembre prochain

29 juin 2015 : réunis à Giverny, les cinq présidents des départements normands lancent le « G5 » normand avec pour conséquence, l'abandon définitif de l'accord de coopération « 276 » à la fin de l'année.

30 juin 2015 : Réunion à la sous-préfecture du Havre avec le secrétaire d'état aux transports et le délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine pour tenter de rassurer les décideurs normands sur l'impact du canal Seine Nord Europe sur l'avenir de la Vallée de la Seine : en vain !

20- 23 juillet 2015 : grande colère agricole normande, partie de Caen pour protester contre la faiblesse des prix d'achat du lait et de la viande par les industriels et la grande distribution. Caen, Rouen, Evreux, le Mont St Michel et les ponts sur la Seine ainsi que l'A 84 sont bloqués, obligeant le ministre de l'Agriculture à venir à Caen.

16 juillet 2015 : l'Assemblée Nationale adopte définitivement la loi NOTRe qui redistribue les compétences entre les diverses collectivités territoriales au profit du conseil régional qui pourra imposer des schémas prescriptifs en matière d'aménagement du territoire, de transports et de développement économique.

31 juillet 2015 : le Gouvernement annonce la préfiguration future de La présence de l'Etat déconcentré en Normandie en optant clairement pour la solution « fédérale ». Rouen est confirmé comme future préfecture régionale (« chef lieu provisoire ») avec la DIRRECTE et la DREAL. Caen obtient le pilotage inter-académique, universitaire, la DRAC, l'ARS, l'INSEE et la DRAAF.

Septembre 2015 : la plupart des têtes de liste en lice pour les élections régionales proposent un équilibre entre Rouen préfecture régionale, Caen siège de l'exécutif régional dans le cadre d'un réseau métropolitain associant aussi Le Havre.

6 et 13 décembre 2015 : Élections régionales, premières élections générales normandes.

1er janvier 2016 : La Basse et la Haute Normandie ne forment plus qu'une seule région, la Normandie. Installation effective de l'assemblée de la grande Normandie. Avant mai 2016, le premier budget régional normand devra être voté. Avant octobre 2016, les sièges des diverses institutions régionales devront être définitivement fixés.

Glossaire des principaux sigles ou acronymes utilisés :

CEBANOR	Comité d'Etudes de Basse-Normandie
CAR	Circonscription d'Action Régionale
CEBS	Comité d'Etudes de la Basse-Seine
CESR	Conseil Economique et Social Régional
CG	Conseil Général
CODER	Commission de Développement Economique Régional
CPER	Contrat de Plan Etat Région
CPIER	Contrat de Plan Interrégional Etat Région
CRBN	Conseil Régional de Basse-Normandie
CRCI	Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie
CRHN	Conseil Régional de Haute-Normandie
CRT	Comité Régional de Tourisme
CT	Collectivités Territoriales
DAT	Directive d'Aménagement du Territoire
EPEI	Etablissement Public d'Entente Interrégionale
EPFN	Etablissement Public Foncier de Normandie
EPR	Etablissement Public Régional
GIP	Groupement d'Intérêt Public
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HAROPA	Pour les ports du Havre, Rouen et Paris
IRQUA	Institut Régional de la Qualité Alimentaire
LNP	Ligne Nouvelle Paris Normandie
MRU	Ministère de la Reconstruction de l'Urbanisme
SDAU	Schéma de développement et d'Aménagement Urbain
SGAR	Secrétariat Général à l'Action Régionale